

L'ENTRETIEN DU LUNDI

"L'hôpital devient une usine à soins"

Deux ans après la loi HPST, Josy Capozzi (CGT) déplore la gestion de l'hôpital de Martigues

Secrétaire syndicale CGT de l'hôpital de Martigues et membre du conseil de surveillance, Josy Capozzi dénonce la détérioration des conditions de travail du personnel et de la qualité des soins au sein du centre hospitalier (CH) de Martigues ainsi que la politique budgétaire qui "fait de l'hôpital public une entreprise".

En 2008, vous vous battiez contre la loi Hôpital, patients, santé, territoires (HPST). Qu'en est-il depuis ?

À l'époque, nous avons voulu alerter la population et les autorités sur les risques que cette loi engendrait, à savoir qu'elle s'attaquait à tout ce qui ne rapportait pas d'argent. Elle a été mise en place en 2009 et a eu pour conséquence directe, la perte de 267 emplois toutes catégories confondues au sein du CH de Martigues.

Avant, la mission première de

267

"C'est le nombre d'emplois perdus entre 2007 et 2010."

l'hôpital était de soigner. Aujourd'hui, ce qu'il faut, ce qu'on nous demande, c'est augmenter la rentabilité. L'hôpital est en train de devenir une usine à soins.

En quoi et comment cette nouvelle logique se répercute-t-elle sur les patients ?

Étant donné que l'objectif est d'optimiser au maximum l'occupation des lits, la durée de séjour des patients diminue. Si-



"Constater, c'est subir. Comprendre, c'est agir collectivement pour transformer. Et nous allons agir!", lance Josy Capozzi.

/ PHOTO J.R.Z.

non, on nous dit que "cela creuse le déficit". La loi HPST met en concurrence le public et le privé, sauf que nous n'accueillons pas les mêmes patients. Ici, nous soignons tout le monde. Et puis les patients sont les premières victimes de la tarification à l'activité mise en place par la loi HPST. De cette manière, on met en difficulté certaines familles, déjà fragiles. Cela crée des tensions.

Aux urgences, par exemple,

nous n'avons pas les moyens de répondre à des patients, qui ont raison de venir. On constate qu'il y a de plus en plus d'agressivité, voire de violence, aux urgences. Et la nouvelle logique de rentabilité a des effets nuisibles sur l'accès et la qualité des soins. Rien qu'à l'hôpital de Martigues, nous avons déjà perdu un service: en 2008, celui de chirurgie ophtalmologique a fermé. Pourquoi? "Pas assez rentable", nous a-t-on dit.

Y a-t-il un risque de fermeture pour d'autres services ?

Le risque premier, c'est que l'hôpital Nord de Marseille absorbe les activités de chirurgie lourde et que l'hôpital de Martigues ne fasse plus que de la chirurgie ambulatoire, laquelle correspond à des opérations où les patients rentrent le matin et ressortent le soir. Cette absorption a d'ailleurs déjà commencé.

Quelles sont les conséquences pour le personnel ?

"En 2008, le service de chirurgie ophtalmo a fermé. 'Pas assez rentable', a-t-on dit."

ces pour le personnel ?

En 2008, l'hôpital était déficitaire de 900 000 €. Fin 2010, le budget était excédentaire. Avec la perte de 267 emplois en trois ans, la traduction est simple: c'est sur la masse salariale que se gèrent les déficits. Le personnel est surmené, les infirmiers travaillent en 12 heures. En 2010, ces derniers ont cumulé 100 000 heures supplémentaires, ce qui équivaut à 67 emplois!

L'an passé, nous avons eu 12 burn out, c'est-à-dire 12 personnes qui se sont effondrées parce que trop fatiguées, trop stressées ou autre. Certains fuient le public pour se diriger vers le privé.

Vous vous êtes associée au personnel de la Sécurité sociale contre la possible fermeture du bureau local (lire notre édition du 24 février, Ndlr)...

Oui, parce que c'est tout le système de santé et de protection sociale qui est mis à mal! C'est un recul éthique, inimaginable et inacceptable. Bientôt, il y aura ceux qui pourront se payer une bonne assurance et ceux qui n'auront accès qu'à un embryon de service public et seront sur des listes d'attente. Constater c'est subir. Comprendre, c'est agir collectivement pour transformer. Et je peux vous dire que nous allons agir!

Propos recueillis par Julia RAZIL

Séquence soupe avant la séance ciné à la maison Jeanne-Pistoun



Les cuisinières avaient patiemment cuisiné la soupe dégustée avant la séance ciné. / PH. N.G.A.

Courgettes, poireaux, céleris, courges, pommes de terres, carottes, oignons, tomates... ce vendredi, plus de 50 personnes ont mangé une soupe chaude avant de se "faire une toile" à la maison Jeanne-Pistoun. "C'est super, on se régale. Ça fait 25 ans que je suis bénévole, je donne aussi des cours de broderie, explique Mireille, l'une des cuisinières. Il y a déjà eu un ciné-soupe en décembre avec le film Océans." On comprend alors que le but de cette soirée était la convivialité, la tolérance et l'envie de s'investir dans les activités du

quartier. Valérie et Virginie, les responsables des activités, et Guillaume, le directeur du centre social ont participé à ce bon moment.

Les habitants sont venus avec leurs enfants. Quatre cuisinières bénévoles se sont attelées à la préparation du potage, pour laquelle chacun a apporté un légume. Ensuite, tous ont assisté à la diffusion du film *Microcosmos*. Un autre projet est en cours: Planète en tête. "Plus qu'un thème, c'est une aventure que nous

invitons à partager pour cette saison. Une aventure verte, écolo et bio mais surtout une aventure humaine, puisque c'est ensemble que nous changeons les choses... Venez réaliser vos projets et adoptez la planète attitude."

Les projets sont nombreux pour avril: mise en valeur de l'environnement, sorties, soirées, exposition... ils sont à préciser, à mettre en place, ensemble.

Maison Jeanne-Pistoun ☎04 42 49 35 05

CANTONALES

Sausset: la distribution de tracts tourne à l'aigre

La campagne des cantonales n'a pas encore officiellement commencé. Elle semble pourtant lancée dans le canton de Châteauneuf-Côte bleue.

"L'affaire" se passe à Sausset. Dimanche 20, le candidat du Front de gauche, Alain Croce, s'insurgeait déjà de s'être vu refuser l'accès au marché. Rebelote hier matin. "Les policiers communaux sont venus nous voir plusieurs fois pour nous dire qu'un arrêté interdisait de distribuer des tracts", se plaint le conseiller municipal de Gignac. Même constat, semble-t-il, du côté de Vincent Burroni, le conseiller général socialiste, également présent hier.

Accusé d'appliquer de façon pour le moins rigide la loi, le député-maire UMP de Sausset, Éric Diard a une version différente: "Ce texte est ancien. Il date d'avant 2001. Mon prédécesseur l'avait pris pour garantir la quiétude des forains et des clients, qui était sans cesse importunés pour signer des pétitions." Le texte, qu'Éric Diard concède avoir "renouvelé en juillet", prévoit en effet que la distribution de "prospectus publicitaires ou politi-

"Cet arrêté doit garantir la quiétude des forains et des clients." ÉRIC DIARD

ques" est interdite dans l'enceinte du marché. "Cela reste possible aux bornes d'entrée et de sortie", précise le député-maire. "Pourtant, lorsque nous nous sommes positionnés à l'extérieur, les policiers nous ont reproché d'être sur la voie publique, rétorque Alain Croce. Les militants UMP n'ont pas eu de problème pour 'tracter' à Gignac (où ce type d'arrêté n'existe pas, Ndlr)." Et le candidat du Front de gauche d'invoquer une atteinte au "à la liberté d'expression". "M. Croce a cherché, sans succès, à provoquer les policiers municipaux, lance Éric Diard. D'ailleurs, il était déjà venu le 16 janvier. Il avait été averti et avait respecté cet arrêté. Il cherche à créer un buzz médiatique."

La campagne ouvrira officiellement le 7 mars. "Tous les candidats pourront alors distribuer des tracts sur le marché, insiste l'élu UMP. D'ailleurs, je n'ai rien contre M. Croce puisque j'ai mis à disposition une salle pour sa réunion publique, vendredi". Alain Croce n'ira pas jusqu'à demander en justice l'annulation de l'arrêté: "Ce que nous espérons, c'est que le bon sens l'emporte." Sylvain PIGNOL

"Les policiers nous ont dit que la distribution de tracts était interdite." ALAIN CROCE

L'HUMEUR

Juste retour

Par Sylvain PIGNOL

Halte au feu: le cri lancé par Josy Capozzi semble clair. Les coupes claires dans le personnel de centre hospitalier des Rayettes nuisent à la fois au service rendu et au moral des troupes. En réponse, les gestionnaires expliqueront que c'était le prix à payer pour conserver un hôpital public à Martigues, qui aurait pu disparaître s'il ne s'était pas adapté à la nouvelle philosophie de la loi HPST. Au prix d'une certaine rudesse dans les mesures appliquées.

Mais, entre les deux, peut-être existe-t-il désormais une voie médiane pour garantir aux agents hospitaliers une meilleure écoute sur leurs conditions de travail et sur celles des soins. Un juste retour des efforts consentis.

L'AGENDA

AUJOURD'HUI

● **Commission administrative des listes électorales.** La commission administrative chargée des listes électorales de la commune pour la révision 2011 a lieu en salle des commissions de l'Hôtel de ville cet après-midi 15 h (2^e tableau).

● Dernier jour pour l'opération

"Restos du cœur". La Maison de Lavéra organise une opération de solidarité avec les Restos du cœur: collecte de produits hygiéniques et alimentaires jusqu'à ce soir à la Maison de Lavéra. Tous les produits sont les bienvenus mais les Restos ont un besoin prioritaire en produits hygiéniques et boîtes de conserve. Évidemment tous les autres produits, notamment alimentaires, seront acceptés.

→ Contact: Maison de Lavéra

☎ 04 42 81 11 11, ☎ 04 42 07 06 01

● **CINÉMA** ● Tous les films, toutes les salles. Le programme de vos cinémas se trouve en page 4.